

EFFET DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE : LE ROLE DE LA CRISE DE GOUVERNANCE ?

Dr Jean MBMON NDOUMBA
Université de Bangui

République Centrafricaine

jeandoumba11@gmail.com; ndoumba1@yahoo.fr

Résumé :

L'objectif de cet article est d'examiner l'impact de la crise de gouvernance sur l'efficacité de l'aide publique au développement en matière de croissance économique en République Centrafricaine durant la période 1970-2016. Ainsi, nous avons estimé un modèle autorégressif à retards échelonnés ou distribués (ARDL) mettant en relation la croissance économique et les variables explicatives retenues notamment l'aide publique au développement et la crise de gouvernance. Cette dernière est captée par l'indicateur de la corruption de Kaufmann. Les résultats obtenus indiquent que l'efficacité de l'aide publique au développement est annulée par la corruption à la fois à court et à long terme en République Centrafricaine. A la lumière de ces résultats, nous pouvons être en mesure de suggérer que seul le volume d'aide publique au développement ne suffit pas de conduire le pays sur le sentier de croissance économique durable ; au volume d'aide publique, il serait nécessaire d'associer sa bonne gestion et son orientation dans des secteurs qui sont vecteurs de développement économique.

Mots-clés : Aide Publique au Développement ; Crise de gouvernance ; Croissance économique et République Centrafricaine.

Abstract:

The objective of this article is to examine the impact of the governance crisis on the effectiveness of official development assistance on economic growth in the Central African Republic during the period 1970-2016. Thus, we have estimated an autoregressive model with staggered or distributed lags (ARDL) relating economic growth to the explanatory variables selected, namely official development assistance and the governance crisis. The latter is captured by the Kaufmann corruption indicator. The results obtained indicate that the effectiveness of official development assistance is nullified by corruption in both the short and long term in the Central African Republic. In light of these results, we can suggest that the volume of official development assistance alone is not enough to lead the country on a path of sustainable economic growth; the volume of official assistance must be combined with good management and its orientation in sectors that are vectors of economic development.

Keywords: Official Development Assistance; Governance Crisis; Economic Growth.

Classification JEL : C32, F35, F43.

INTRODUCTION

Le débat sur le rôle de la gouvernance dans l'efficacité de l'aide publique au développement (APD) est récent dans la littérature économique. Ce débat s'articule généralement autour de la relation entre l'aide au développement et la croissance économique. En effet, la bonne gouvernance est indispensable à l'efficacité de l'aide au développement, car contribuant à la réalisation des objectifs fixés pour celle-ci. Toutefois, le débat sur le rôle de la gouvernance dans l'efficacité de l'aide publique au développement a connu une ampleur considérable à partir des années 1990, eu égard au nombre important d'études théoriques et empiriques auxquelles il a donné lieu. Cependant, jusqu'à ce jour, aucun consensus ne s'est dégagé ni sur le plan théorique, ni sur le plan empirique.

Sur le plan théorique, le courant favorable à l'inefficacité de l'aide au développement s'oppose au courant favorable à l'efficacité conditionnelle de celle-ci. Pour le premier, l'aide conçue comme un instrument de promotion des intérêts politiques et géostratégiques des pays donateurs ne produit aucun effet macroéconomique dans les pays bénéficiaires (Mosley et al., 1992, p.78). Elle peut, par contre, avoir des effets potentiellement pervers pour les structures incitatives des pays en développement (Bauer, 1993 ; Berg,1993 ; Thiel, 1996) et créer des coûts sociaux et humains liés à des ajustements structurels (Cornia et al., 1987, p. 64).

A l'opposé du premier, le second courant défend l'idée selon laquelle l'efficacité de l'aide au développement dépend de l'existence de la bonne gouvernance dans les pays bénéficiaires. « Une gouvernance positive est l'une des conditions nécessaires à la croissance et à un développement soutenu (Frischtak, 1994, p.38) ». En effet, l'efficacité de l'aide en termes de croissance dépend de la qualité des politiques économiques et des institutions mises en oeuvre par les pays en développement. C'est sans doute pourquoi la notion de bonne gouvernance est au cœur du nouveau modèle de développement recommandé par les institutions de Bretton Woods, au cours des années 1990, face à l'incapacité avérée des politiques d'ajustement à promouvoir la croissance.

Sur le plan empirique, les résultats, encore beaucoup controversés, peuvent être regroupés en trois catégories. Une première catégorie trouve l'absence d'effets macroéconomiques de l'aide au développement (Boone, 1996, p.40). Une deuxième catégorie souligne que l'aide n'est efficace que dans des pays ayant des politiques économiques et des institutions de qualité (Burnside et Dollar, 2000 ; Collier et Dollar 2001, 2002). Et enfin, la troisième catégorie soutient que l'efficacité de l'aide au développement dépend des facteurs alternatifs et complémentaires à la bonne gouvernance parmi lesquels la capacité d'absorption et la vulnérabilité aux chocs externes des pays bénéficiaires, la volatilité et l'imprévisibilité des flux d'aide et les situations de conflit et de post-conflit.

La question du rôle de la gouvernance dans l'efficacité de l'aide publique au développement a été et demeure l'objet de nombreuses réflexions. Sa prise en compte dans les récents modèles de développement recommandés particulièrement par la Banque mondiale et dont certains bailleurs bilatéraux se sont inspirés pour réformer leurs politiques d'aide ne fait pas encore l'unanimité tant au niveau institutionnel qu'au niveau académique. Cette absence de consensus arrive dans un contexte où l'aide internationale est en baisse depuis les années 1990. Ainsi, notre étude porte sur la République centrafricaine où l'évolution de l'aide au

développement est décroissante et relativement parallèle au taux de croissance économique. C'est ce qui ressort de la tendance des données de la Banque mondiale (WDI, 2019) indiquant une baisse continue de l'aide publique au développement (APD) nette reçue en pourcentage de revenu national brut (RNB) qui passe de 35,73% à 25,98% entre 2014 et 2017. Parallèlement, le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB), en progression entre 2014 (1,04%) et 2015 (4,8%), a aussi évolué en baisse en passant de 4,8 à 3,3% sur la période 2015-2017.

De ce qui précède, le rôle de la qualité des institutions de la République Centrafricaine peut être sans incertitude interrogé dans la baisse continue de son produit intérieur brut et donc de niveau de vie de sa population. A cet égard, il nous semble utile de poser la question suivante : Quel est l'impact de la crise de gouvernance sur l'efficacité de l'aide publique au développement en matière de croissance économique en République Centrafricaine ? Spécifiquement, la question est de savoir quel est l'impact de la corruption sur l'efficacité de l'aide publique au développement en République Centrafricaine ? Ainsi, l'objectif de cet article est d'examiner l'impact de la crise de gouvernance sur l'efficacité de l'aide publique au développement en matière de croissance économique en République Centrafricaine.

De ce point de vue, notre étude adopte, à la différence des précédentes qui se limitaient à évaluer l'efficacité de l'aide au développement, une nouvelle démarche visant à examiner singulièrement le rôle de la corruption dans la relation APD - croissance économique en République Centrafricaine. En effet, depuis 1966, le climat politique dans ce pays se caractérise par des coups d'Etats ou des tentatives, des conflits internes, des mutineries à répétition, des élections sources de violences et de contestations, la situation des droits de l'homme sujette à controverses. Ce contexte ne favorise pas l'essor du pays mais contribue à alimenter les craintes des investisseurs et de la communauté internationale.

Le reste de notre article est organisé comme suit : la première section est consacrée à la revue de littérature, la deuxième section aborde les questions méthodologiques et la troisième section présente les principaux résultats et leurs discussions.

1. Revue de littérature

La relation Aide Publique au Développement (APD) et croissance économique dans les pays pauvres a suffisamment alimenté de nombreux débats politiques, économiques et sociaux. Pour les uns, l'APD n'a pas d'effets sur la croissance et peut même parfois la détériorer dans les pays bénéficiaires (Marglin, 2013 ; Ghosh, 2013 ; Banuri, 2013 ; Krause, 2013 ; Titumir et Kamal, 2013 ; Wamboye et al., 2013 ; Monni et Spaventa, 2013 ; Asongu, 2014a, 2015a). L'inefficacité de l'aide dans de nombreux pays pauvres peut être imputée à l'attitude néocolonialiste des pays donateurs qui cherchent avant tout à renforcer des liens stratégiques avec ces pays (Radelet et al, 2004, 2005 ; Amin, 2014). Pour d'autres, l'APD stimule la croissance économique dans les pays bénéficiaires (Gyimah-Brempong et Racine, 2014 ; Kargbo et Sen, 2014). Une preuve de l'efficacité de l'aide, selon ces auteurs, c'est le recul des indicateurs de pauvreté et la progression rapide des indicateurs d'éducation et de santé ces quatre dernières décennies suite à la généralisation de l'aide.

Pour une autre catégorie, l'impact positif des flux d'APD sur la croissance économique est conditionné par l'existence de bonnes institutions, de bonnes politiques économiques, un bon environnement politique ainsi que bien d'autres éléments (Burnside et Dollar, 2000 ; Easterly et al. 2004). En effet, « les bonnes politiques macroéconomiques et constituent particulièrement une condition fondamentale pour que l'APD booste la croissance » (Burnside et Dollar, 2000, p.847). L'APD favorise la croissance dans les pays avec de bonnes politiques économiques et de bonnes institutions et a un impact négatif dans les pays avec de mauvaises politiques économiques et de mauvaises institutions. L'une des caractéristiques de la bonne gouvernance (qui conditionne l'efficacité de l'aide) réside dans le fait que les institutions et les procédures mises en place combattent la corruption et les comportements déviants. C'est ainsi que la gouvernance est d'une importance cruciale pour la création d'un climat d'affaire attractif et propice à l'investissement. Elle est, dès lors, vitale pour assurer le développement économique et, donc pour lutter contre la pauvreté. Par contre, « la mauvaise gouvernance notamment la corruption est une réalité largement répandue dans l'ensemble des pays pauvres tant au niveau du secteur public que du secteur privé » (Akpo, Somakpo et Tchokpon, 2006, p 78).

De ce qui précède, nous sommes en mesure d'admettre que les indicateurs de « gouvernance » apparaissent dans la nouvelle littérature des APD comme éléments conditionnant leur impact sur la croissance économique. En effet, Burnside et Dollar (1998, p. 12) dans leur étude ayant constitué une réponse aux détracteurs de l'aide publique au développement ont conditionné l'efficacité de l'aide par l'amélioration de la gouvernance dans les pays bénéficiaires.

2. METHODOLOGIE DE L'ETUDE

Pour examiner l'effet de la crise de gouvernance et l'aide publique au développement sur la croissance économique, nous estimons un modèle autorégressif à retards échelonnés ou distribués (ARDL) sur la période 1970-2016 (47 années). Ce modèle met en relation la croissance économique et les variables explicatives retenues, notamment l'aide publique au développement et la crise de la gouvernance qui est captée par l'indicateur de la corruption. Les données que nous utilisons sont de source secondaire et proviennent des bases officielles de la Banque Mondiale en ligne (WDI, 2019) ainsi que la base de Kaufmann pour la gouvernance.

A partir du modèle théorique de croissance endogène, le modèle empirique inspiré des travaux de Burnside et Dollar (2000) se présente comme suit :

$$\begin{aligned}
 GDPC_t = & \alpha_0 + \sum_{i=1}^2 \alpha_i GDPC_{t-i} + \sum_{j=0}^3 \beta_j AID_{t-j} + \sum_{h=0}^3 a_h COR_{t-h} \\
 & + \sum_{k=0}^3 b_k AID_{t-k} * COR_{t-k} + \sum_{m=0}^2 c_m POP_{t-m} + \sum_{n=0}^3 d_n GCF_{t-n} \\
 & + \sum_{f=0}^3 e_f TNR_{t-f} + \sum_{g=0}^2 f_g FDI_{t-g} + \sum_{s=0}^2 g_s TEEC_{t-s} + \sum_{\theta=0}^3 h_\theta EGS_{t-\theta} + \varepsilon_t
 \end{aligned}$$

- GDPC = PIB par habitant (US\$ courants) ;

- AID = Aide publique au développement nette reçue (US\$ courants) ;
- COR =le niveau de corruption ;
- AID*COR= Interaction entre aide publique au développement et niveau de corruption ;
- POP = Taux de croissance démographique ;
- GCF =Formation brute de capital (US\$ courants) ;
- TNR = Total des rentes de ressources naturelles (% du PIB) ;
- FDI =Investissement direct étranger (% du PIB) ;
- TEEC = Subventions de coopération technique (BoP, US\$ actuels) ;
- EGS = Exportations de biens et services (US\$ courants) ;
- \mathcal{E} = Terme d'erreur.

3. Résultats et discussions

Tableau 1: Résultats des statistiques Descriptives

	GDPC	AID	AID* COR	COR	EGS	GCF	POP	TRN	FDI	TEEC
Mean	5.74	1.53	79383322	0.44	18.99	18.53	1.99	9.84	0.92	30619574
Median	5.79	1.21	34773515	0.43	19.12	18.48	2.05	9.90	0.67	28630000
Maximum	6.33	6.11	6.11	1.00	19.58	19.84	3.08	14.76	5.89	78320000
Minimum	4.64	14380	0.00	0.00	17.86	17.34	0.25	5.42	-0.78	8040000.
Std. Dev.	0.41	1.24	1.21	0.39	0.43	0.66	0.72	2.48	1.21	15268184
Skewness	-1.01	1.89	2.49	0.21	-1.26	0.26	-0.72	-0.08	1.83	0.673901
Kurtosis	3.68	7.055890	10.04405	1.406 619	3.813 081	2.288 917	2.973 680	2.312 294	7.670 76	3.316557
Jarque- Bera	9.05	60.21	145.82	5.32	13.73	1.52	4.08	0.98	69.49	3.75
Probability	0.01	0.00	0.00	0.06	0.00	0.46	0.12	0.61	0.00	0.15
Sum	270.08	7.18	3.73	20.87	892.9 5	871.2 9	93.64	462.5 0	43.28	1.44
Sum Sq. Dev.	7.79	7.08	6.79	7.34	8.87	20.32	24.21	283.2 4	67.46	1.07
Obs	47	47	47	47	47	47	47	47	47	47

Source : Construction de l'auteur (2022)

Le tableau 1 présente les résultats des statistiques descriptives du PIB par habitant, de l'aide publique au développement, de la corruption, de l'interaction entre l'aide publique au développement et la corruption, des rentes totales sur les ressources naturelles, des exportations l'investissement direct étranger et des dons de coopération technique. Un examen critique des variables étudiées montre qu'il existe une diversité observable parmi les variables étudiées.

Pour l'instant, les valeurs annuelles moyennes de toutes les variables sont positives. Par exemple, la moyenne annuelle de l'aide publique au développement est de 1,53, tandis que la valeur de la corruption est de 0,44. La variable de biens et de services, de la formation brute de capital, de la croissance démographique, de moyenne du PIB par habitant pour l'échantillon est de 5,75 par an, avec un écart-type de 0,41, qui varie de manière significative. Les exportations de biens et services ont un minimum de 17,86 et un maximum de 19,58. La moyenne est de 18,99 et l'écart-type est de 0,44, ce qui est important, c'est-à-dire qu'il y a une plus grande dispersion par rapport à la moyenne. L'interaction entre la corruption et l'aide

publique au développement a la valeur la plus faible de 0,00 et la valeur la plus élevée de 6,11. La moyenne est de 79383322 et l'écart type est de 1,21, ce qui est supérieur à la moyenne, d'où un écart par rapport à la moyenne.

Les résultats globaux montrent de grands écarts types des variables, ce qui montre que les points de données sont loin de la moyenne, indiquant ainsi une possible hétérogénéité pour nos variables. En plus de cet écart-type, la dissymétrie, l'aplatissement, le Jarque-Bera et la probabilité confirment que les variables sont stables et normalement distribuées.

Tableau 2: Résultats des tests de Dickey-Fuller et de Phillips-Perron

Variables	A niveau				En différence				Décision
	ADF		PP		ADF		PP		
	Stats	Prob	Stats	Prob	Stat	Prob	Stats	Prob	
GDPC	-2.815	0.06	-2.78	0.07	-6.29***	0.00	-6.35***	0.00	I(1)
COR	-2.091	0.12	-2.14	0.13	-6.77	0.00	-25.22	0.00	I(1)
AID	-1.07	0.72	-0.65	0.85	-9.25***	0.00	-9.53***	0.00	I(1)
AIDt*CORRUP	2.30	0.99	-2.64	0.09	-6.68***	0.00	-16.93***	0.00	I(1)
EGS	-2.43	0.14	-2.43	0.14	-7.06***	0.00	-7.09***	0.00	I(1)
GCF	-1.58	0.49	-1.31	0.61	-9.41***	0.00	-9.56***	0.00	I(1)
POP	0.56	0.98	-1.29	0.62	-6.83***	0.00	-2.59**	0.01	I(1)
TNR	-2.34	0.16	-2.33	0.17	-8.22***	0.00	-8.27***	0.00	I(1)
FDI	-2.65	0.09	-3.64	0.08	-9.81***	0.00	-15.69***	0.00	I(1)
TEEC	-3.76***	0.00	-3.69***	0.00	-	-	-	-	I(0)

Source : Construction de l'auteur (2022).

NB : *, **, *** représentent respectivement la stationnarité à 10%, 5% et 1%.

Pour une estimation significative des modèles économétriques de séries temporelles, la stationnarité des données de séries temporelles doit être établie, sinon l'estimation sera faussée. Les tests de Dickey Fuller (ADF) et Phillips-Perron (PP) sont effectués pour vérifier la stationnarité des séries chronologiques de nos variables. Toutes les variables qui ne sont pas stationnaires à niveau deviennent stationnaires à la première différence comme présenté dans le tableau 2. La non-présence de stationnarité au deuxième niveau nous permet d'examiner les preuves de la relation à long terme entre les séries en appliquant l'approche ARDL à la cointégration. Nous concluons que toutes les variables utilisées dans notre étude sont stationnaires à leur première différence à l'exception de l'efficacité de la subvention de coopération technique (TEEC) qui est stationnaires à niveau.

Tableau 3 : Critères d'ordre de sélection du retard

La	LogL	LR	FPE	AIC	SC	HQ
0	-2631.620	NA	6.65e+39	120.0737	120.4791	120.2240
1	-2396.845	352.1626	1.62e+37	113.9475	118.4080	115.6017
2	-2222.742	182.0174	1.16e+36	110.5792	119.0946	113.7371
3	-2000.112	131.5538*	5.89e+34*	105.0051*	117.5755*	109.6668*

Source : Construction de l'auteur (2022).

Avant d'appliquer le test de la cointégration des limites, il est très important de connaître le décalage optimal adéquat. Nous avons estimé un modèle VAR sans limites afin de déterminer l'ordre de décalage adéquat à utiliser pour l'estimation de notre modèle ARDL. En minimisant la valeur AIC, nous avons constaté que le nombre maximum de retards est fixé à 3.

Tableau 4: Résultats de test de cointégration aux bornes

Test Statistic	Value	K
F-statistic	7.886915	9
Critical Value Bounds		
Significance	I0 Bound	I1 Bound
10%	1.99	2.99
5%	2.27	3.3
2.5%	2.55	3.6
1%	2.88	3.97

Source : Construction de l'auteur (2022).

L'essence de la statistique de Fisher est de déterminer l'existence de la relation de cointégration à long terme entre nos variables. Les résultats de la procédure de test des limites de la cointégration sont présentés dans le tableau 4. Les résultats indiquent la présence d'une cointégration. En d'autres termes, il existe une relation de long terme entre les valeurs actuelles et futures des régresseurs utilisés dans notre modèle. La statistique F (7,886915) est supérieure aux valeurs critiques de limite supérieure de 2,99, 3,3, 3,6 et 3,97 à 10, 5, 2,5 et 1 % du niveau de significativité. L'hypothèse nulle d'absence de cointégration est donc rejetée au profit de l'hypothèse alternative de l'existence de la cointégration.

Tableau 5 : Résultats des estimations à court

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(GDPC(-1))	0.528413	0.180348	2.929964	0.0220**
D(GDPC(-2))	0.266114	0.147514	1.803995	0.1142
D(AID)	-0.000000	0.000000	-0.067977	0.9477
D(AID(-1))	0.000000	0.000000	1.063191	0.3230
D(AID(-2))	0.000000	0.000000	0.962525	0.3678
D(AID*COR)	0.000000	0.000000	1.976890	0.0886*
D(AID*COR(-1))	-0.000000	0.000000	-2.629440	0.0339**
D(AID*COR(-2))	0.000000	0.000000	0.825683	0.4362
D(COR)	-0.026684	0.071792	-0.371690	0.7211
D(COR(-1))	0.259114	0.068451	3.785380	0.0068*
D(COR(-2))	-0.116452	0.066587	-1.748863	0.1238
D(EGS)	0.904253	0.146049	6.191442	0.0004**
D(EGS(-1))	-0.278235	0.154589	-1.799833	0.1149
D(EGS(-2))	0.256777	0.132909	1.931985	0.0946*
D(GCF)	0.186161	0.062726	2.967837	0.0209**
D(GCF(-1))	0.194925	0.051708	3.769692	0.0070**
D(GCF(-2))	-0.263204	0.052199	-5.042336	0.0015**
D(POP)	0.804239	0.310789	2.587729	0.0361**
D(POP(-1))	-0.464174	0.298134	-1.556931	0.1634
D(TRN)	-0.051627	0.007869	-6.560898	0.0003***
D(TRN(-1))	0.039689	0.009242	4.294455	0.0036***
D(TRN(-2))	0.027028	0.009815	2.753624	0.0284**
D(FDI)	0.016070	0.016234	0.989922	0.3552
D(FDI(-1))	0.015730	0.015442	1.018601	0.3423
D(TEEC)	-0.000000	0.000000	-1.881887	0.1019
D(TEEC(-1))	0.000000	0.000000	1.089983	0.3118

CointEq(-1)	-1.219317	0.208850	-5.838241	0.0006
Cointeq = GDPC_LN - (-0.0000*AID + 0.0000*AID_CGP -0.3270*CGP + 0.8393*EGS_LN + 0.2552*GCF_LN + 0.2610*POP -0.1013*TRN +0.0224*FDI -0.0000*TEEC -13.8947)				

Tableau 6 : Résultats des estimations à long terme

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
AID	-0.000000	0.000000	-1.580307	0.1580
AID*COR	0.000000	0.000000	3.027476	0.0192*
COR	-0.326988	0.121532	-2.690554	0.0311**
EGS	0.839309	0.111041	7.558568	0.0001***
GCF	0.255236	0.112514	2.268488	0.0576**
POP	0.261020	0.082737	3.154835	0.0160**
TRN	-0.101316	0.010246	-9.888716	0.0000***
FDI	0.022380	0.027341	0.818578	0.4400
TEEC	-0.000000	0.000000	-4.556187	0.0026**
C	-13.894662	2.228951	-6.233723	0.0004***

Source : Construction de l'auteur (2022)

NB : *, **, *** représentent respectivement le niveau de significativité à 10%, 5% et 1%.

Compte tenu de l'évidence des relations de long terme entre nos variables, comme le montrent les résultats de la co-intégration du test des limites dans le tableau 4, les résultats des estimations de court et long terme obtenus à l'aide du modèle ARDL sont présentés dans les tableaux ci-dessus.

A court terme, les résultats indiquent que l'aide publique au développement n'a aucun effet, même à la période antérieure, sur la croissance économique. Les mêmes résultats sont obtenus de son interaction avec la corruption laissant croire que le niveau de corruption annihile à court terme l'efficacité de l'aide étrangère en République Centrafricaine. Aussi, l'effet direct de la corruption sur la croissance économique est-il négatif mais non significatif. Ces résultats confirment les analyses théoriques des détracteurs de l'aide publique au développement selon lesquelles celle-ci ne favorise pas la croissance économique dans les pays bénéficiaires où la pratique de la corruption est omniprésente (Asongu, 2014a, 2015a ; Wamboye et al., 2013). Par contre, cet effet direct de la corruption est contrasté entre la première et la deuxième période antérieure.

Les exportations de biens et de services, la formation brute de capital et la croissance démographique ont une incidence positive et significative sur la croissance économique à court terme. Ces résultats sont consolidés par les études de Gyimah-Brempong et Racine (2014) et Kargbo et Sen (2014). En effet, l'entrée des capitaux étrangers sous la forme des investissements directs étrangers (IDE) contribue au développement des exportations de biens et de services qui vont stimuler l'augmentation de la production nationale. De même, ces capitaux étrangers peuvent, à travers la construction des nouvelles infrastructures sanitaires, l'acquisition des matériels médicaux modernes et autres, améliorer la couverture sanitaire nationale favorisant ainsi l'augmentation de la population qui, à son tour, stimule la croissance économique.

Le total des rentes des ressources naturelles a un effet négatif et significatif sur la croissance économique contrastant ainsi ses résultats de la première et la deuxième période. Ces résultats sont consolidés par la théorie économique selon laquelle la concentration d'une économie sur les ressources naturelles est souvent contreproductive.

Par ailleurs, contrairement aux subventions de coopération technique qui n'a aucune incidence sur la croissance économique, l'investissement direct étranger (IDE) l'affecte positivement mais pas de manière significative en République centrafricaine. Plusieurs analyses théoriques et empiriques mettent en évidence les effets positifs des IDE sur les économies des pays bénéficiaires. Ils sont considérés comme «les principaux moteurs de la croissance économique dans les pays en développement (Fontagné et Guérin, 1997)». A différence de ces considérations théoriques, les IDE ne contribuent pas significativement à l'augmentation de la production nationale.

Le coefficient du modèle à correction d'erreurs (ECM) qui indique la vitesse d'ajustement et détermine le rythme d'adaptation vers l'équilibre à long terme est négatif et significatif mais n'est pas compris entre 0 et -1 pour notre modèle. Cela suggère que les écarts entre les chocs et la tendance sont réduits en moins d'un an. Dans ce cas, l'équilibre est atteint par des fluctuations de la fuite des capitaux, l'amplitude devenant plus faible jusqu'à l'extinction finale du choc (Narayan et Smith, 2006, p. 334).

A long terme, les résultats des estimations indiquent également l'absence d'effet de l'aide publique au développement sur la croissance économique. Par contre, son interaction avec la corruption donne des résultats relativement contraires à ceux obtenus à court terme ; autrement dit la corruption influence, à long terme, positivement l'efficacité l'aide au développement en République Centrafricaine. Mais cette influence est significativement nulle, confortant ainsi la thèse des auteurs mentionnés ci-haut, favorables à la nullité des effets de l'aide étrangère dans des pays ayant des institutions de mauvaise qualité.

La corruption, le total des rentes des ressources naturelles et les subventions de coopération technique ont un effet significativement négatif sur la production nationale. C'est évident et réel que les effets pervers de la corruption puissent anéantir l'efficacité des rentes des ressources naturelles et des subventions de coopération en termes de croissance tels qu'indiquent ces résultats. Par contre, les exportations de biens et de services, la formation brute de capital et la croissance démographique ont un effet positif et significatif sur la croissance. En d'autres termes, ces trois facteurs sont favorables, à long terme, à l'augmentation de la production conformément à la théorie économique.

L'investissement direct étranger a un effet positif et non significatif sur la croissance économique. Ces résultats illustrent la gestion opaque actuelle de la richesse du pays dans lequel le niveau de corruption devient de plus en plus préoccupant dans ce pays.

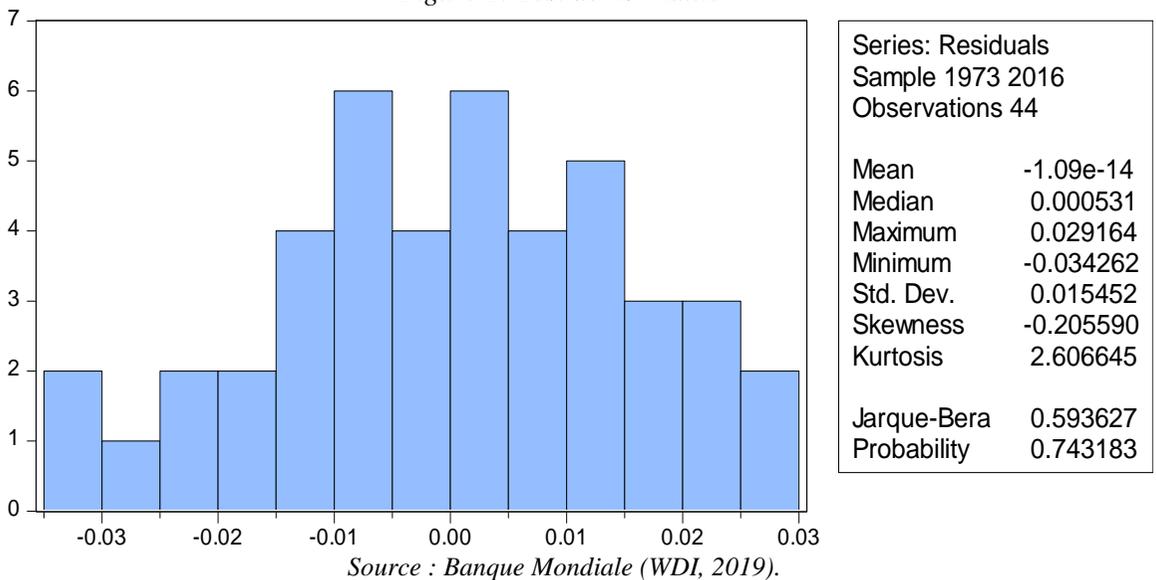
Tableau 7 : Résultats des tests de diagnostic

Diagnostic	Statistique	Conclusion
Test d'Hétéroscédasticité de Breusch-Pagan-Godfrey	Chi2 (3) = 0.3177 (0.3419)	Absence d'heteroscedasticité
Test de Corrrélation des seriesdeBreusch-Godfrey	Chi2 (3) = 0.1681 (0.5304)	Absence de corrélationdes series
Test de Normalité	Test de Jarque-Bera = 0.593627 Probabilité = 0.743183	Les Résidus sont normalement distribués

Source : Construction de l'auteur (2022).

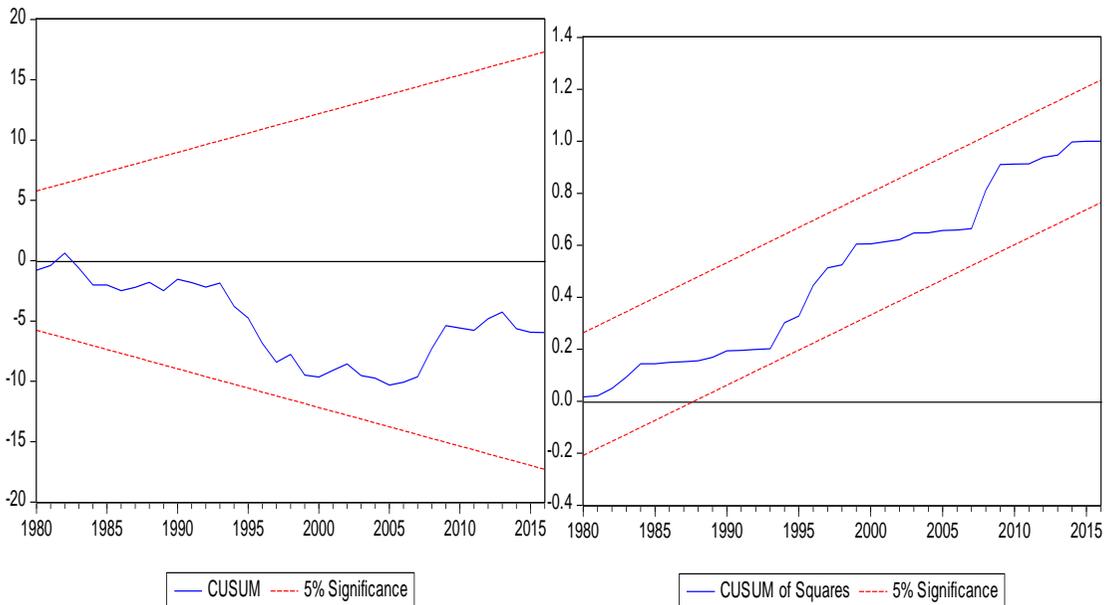
Les résultats des tests de diagnostic consignés dans le tableau ci-dessus indiquent d'abord l'absence d'hétéroscédasticité, autrement dit les erreurs sont homocédastiques. Ils indiquent ensuite que nos séries ne sont pas corrélées et, enfin que les résidus sont normalement distribués. Les résultats de test de normalité sont illustrés par la figure 2.

Figure 1: Test de normalité



Les résultats du test de normalité illustrés par la figure 2 indique que soit retenue l'hypothèse de normalité ; autrement dit la statistique de Jacques-Bera et la probabilité y relative confirment que les variables de notre modèle sont normalement distribuées.

Figure 2 : Test de stabilité du modèle de la somme cumulative des résidus et test de stabilité du modèle de la somme cumulative des carrés des résidus



Source : Banque Mondiale (WDI, 2019).

Selon les résultats des tests de stabilité cités en titre, les coefficients de notre modèle sont stables puisque les deux courbes ne sortent pas de leur corridor.

Conclusion

Il est généralement admis dans la littérature économique que l'aide publique au développement est un canal de transfert aussi bien de développement économique et de la technologie des pays développés aux pays en voie de développement. Il est également admis que tous les pays développés à une certaine période de leur existence ont pu bénéficier de l'aide publique pour accompagner financièrement la réalisation de leur architecture de développement actuelle. Cependant, cette réalité est paradoxale dans les pays moins avancés (PMA). En effet, les pays moins avancés reçoivent régulièrement (presque chaque année) de l'aide financière de la part des pays développés pour financer des projets de développement nécessaires à la réduction de la pauvreté ; mais leurs résultats en matière de développement semblent être contradictoires à ceux des pays développés ayant vécu la même situation par le passé.

Fort de ce constat relativement général, notre choix a porté sur la République Centrafricaine dans cette étude pour procéder à une vérification empirique. A cet effet, les résultats des estimations du modèle ARDL adapté au cas de ce pays témoignent en faveur de son inscription sur la liste des pays moins avancés bénéficiaires de l'aide publique au développement, victimes de corruption, n'ayant pas obtenus les résultats escomptés. En effet, dans ce pays où le niveau de corruption devient de plus en plus préoccupant, l'efficacité de l'aide publique au développement en termes de croissance économique annihilée aussi bien à court terme qu'à long terme par la corruption.

A la lumière de la performance économique de la République Centrafricaine sur la période observée, on peut être en mesure d'admettre que seul le volume d'aide publique au développement ne suffit pas à conduire le pays sur le sentier de croissance économique durable ; au volume d'aide publique, il serait nécessaire d'associer sa bonne gestion et son orientation dans des secteurs qui sont vecteurs de développement économique.

Bibliographie

- Akpo Pasteur et Somakpo Thierry et Tchokpon Nicole, 2006, « Gouvernance et efficacité des politiques de financement du développement », Agence Universitaire de la Francophonie : Analyse économique et développement. pp.78.
- Amprou Jacky et Chauvet Lisa, 2004, *Efficacité et Allocation de l'aide : Revue des Débats*. Notes et Documents 6, Agence Française de Développement, Paris, pp.35
- Asongu Simplicie, 2014a, *Development thresholds of foreign aid effectiveness in Africa*, International Journal of Social Economics, Vol.41, pp. 1131.
- Asongu Simplicie 2015a, *Institutional benchmarking of foreign aid effectiveness in Africa*, International Journal of Social Economics, vol.6, pp. 543.
- Banuri Tariq, 2013, *Sustainable Development is the New Economic Paradigm*, Journal Development, Palgrave Mcmillan; Society for International Development, vol.56 (2), pp. 208, June.
- Bonne Peter (1996), *Politics and the Effectiveness of Foreign Aid*, European Economic Review Vol.40.
- Burnside Craig et Dollar David, 1998, «Aid, the incentive regime, and poverty reduction », World Bank, Policy Research Working Paper, pp.12.
- Burnside Craig et Dollar David, 2000, *Aid, Policies, and Growth* , The American Economic Review, vol. 90(4), pp. 847.
- Collier Pearson et Dollar David (2002), *Aid Allocation and Poverty Reduction*, European Economic Review Vol.46(8).
- Easterly William., Levine Ross and Roodman David, 2004, «New Data, New Doubts: Revisiting Aid, Policies, and Growth », Center for Global Development, Working Paper, pp 26.
- Ghosh Jayati, 2013, *Towards a Policy Framework for Reducing Inequalities*, Journal Development, Palgrave Mcmillan; Society for International Development, vol.56(2), pp. 218.
- Gyimah-Brempong K wabena, and Racine Jeffrey, 2014, *Aid and Economic Growth: A Robust Approach*, Journal of African Development, vol.16(1), pp. 15.
- Kargbo, Philip Michael., & Sen, Kunal, 2014, *Aid Categories that Foster Pro-Poor Growth: The Case of Sierra Leone*, African Development Review, vol. 26(2), pp. 416-429.
- Krause Ulrike, 2013, *Innovation: The new Big Push or the Post-Development alternative?*, Journal Development, Palgrave Mcmillan; Society for International Development, vol.56(2), pp. 223.
- Marglin Stephen Apffel, 2013, *Premises for a New Economy*, Journal Development vol. 56 (2), pp. 152.
- Monni Salvatore, and Spaventa Alessandro (2013), *Beyond GDP and HDI: Shifting the focus*
- Mosley Perfly., Hudson Johnson et Horrel Simon, (1992), *Aid, the Public Sector and the Market in Less Developed Countries : A Return to the Scene of the Crime*, Journal of International Development Vol.4 (2)
- Radelet Steve, Clemens Michael et Bhavnani Rikhil, 2005, « Aide et croissance. De nouvelles données montrent que les flux d'aide axés sur la croissance ont produit des résultats », Finances et développement, Vol. 42 (3) pp. 17.

- Radelet Steve, Clemens Michael et Bhavnani Rikhil 2004, « Aide et croissance : débat en cours et données nouvelles », Center for Global Development, pp.21.
- Svensson Jakob, 1999, *Aid, growth and democracy*, Economics and Politics, Vol.11(3), pp. 278.
- Titumir Rashed Al Mahmud and Kamal Mustafa 2013, *Growing Together Sustainably: A zero-poverty post 2015 development framework*, Journal Development, Vol. 56 (2), pp. 176.
- Wamboye, Evelyn, Adekola Abdel and Sergi Bruno, 2013, *Economic Growth and the Role of Foreign Aid in Selected African Countries*, Journal Development, Vol 56 (2), pp. 159.